

26 mars 2005 - Seul le prononcé fait foi

[Télécharger le .pdf](#)

# Déclaration de M. Jacques Chirac, Président de la République, sur les relations économiques franco-japonaises, l'aide au développement et la protection de l'environnement, à Osaka le 26 mars 2005.

Madame le Gouverneur,

Monsieur le Maire,

Mesdames et Messieurs les dirigeants d'entreprises japonaises et françaises,

Messieurs les dirigeants des Chambres de commerce,

Mesdames, Messieurs,

Permettez-moi tout d'abord de vous présenter parmi vos hôtes les deux ministres qui m'accompagnent et qui sont bien entendu aussi à votre disposition pour répondre éventuellement aux questions. Monsieur Thierry BRETON, le ministre français des finances, qu'un certain nombre d'entre vous connaissent car il a fait une longue carrière, pas très longue parce qu'il est jeune, mais très brillante et rapide dans l'industrie, en dirigeant Thomson et France Telecom, et chaque fois, en redressant de façon spectaculaire ces entreprises.

Puis François d'AUBERT, notre ministre chargé de la recherche.

Et puis laissez-moi vous dire, tout simplement, ma joie d'être ici en ce jour de grand bonheur et vous dire toute mon émotion de revenir aujourd'hui au Japon.

Dès les origines, selon la belle formule d'Erwin REISCHAUER, la nature a déposé sur l'archipel nippon, les ferments du génie créateur et de la civilisation qui ont été, depuis la plus haute époque, les atouts majeurs qui prédisposaient le Japon à occuper un rôle de tout premier plan dans l'histoire du monde.

Mes sentiments ne sont un secret pour personne. J'aime votre pays. J'aime ses habitants, ses paysages, son histoire et sa culture. J'en apprécie l'art de vivre, cette exigence de raffinement, ce goût du beau et de l'équilibre qui marquent votre civilisation. Chaque voyage ici est pour moi un nouveau bonheur.

Et je me réjouis de notre rencontre. Je tiens à en remercier chaleureusement le Kankeiren et son Président, M. Yoshihisa AKIYAMA. Merci de m'avoir invité à commencer par Osaka ce nouveau déplacement. Osaka, cité emblématique de l'Archipel, dont elle est l'une des métropoles les plus prestigieuses. Et ville symbole de la puissance industrielle et du rayonnement du Japon.

Osaka où j'ai souhaité lancer devant vous, qui représentez certaines des entreprises japonaises les plus puissantes et les plus dynamiques, un appel à renforcer encore les liens économiques entre nos deux pays, à favoriser l'émergence de nouveaux partenariats qui permettront à nos entreprises de saisir toutes les opportunités de la mondialisation.

Dans ce grand dessein, le Kansai, l'une des régions, sans aucun doute, les plus dynamiques du monde, a un rôle essentiel à jouer.

D'abord parce que le Kansai illustre le génie créateur et le courage des entrepreneurs japonais.

Dès le XVI<sup>e</sup> siècle, votre région fut au coeur du développement économique du Japon.

N'appelaient-on pas alors votre ville "la cuisine de l'Empire", tant elle était florissante grâce à un capitalisme marchand dont le dynamisme irriguait tout l'Archipel ? Vous-mêmes êtes les continuateurs des créateurs de tant de grandes entreprises dont les noms ont fait le tour du monde.

Ensuite. parce que votre expérience est riche d'enseignements. En effet. comme beaucoup de

moins, parce que votre expérience est riche et énergisante. En effet, comme beaucoup de régions d'industrialisation ancienne, le Kansai a rencontré la soudaine et rude concurrence des pays émergents et le drame des difficiles mais indispensables reconversions.

Face à ce défi, vos entreprises ont résolument fait le choix de l'avenir en gardant l'innovation et les hautes technologies au centre de leur stratégie économique, et en procédant à un recentrage volontariste sur vos secteurs d'excellence, les industries de l'électronique et du numérique, domaines dans lesquels vous comptez trois des plus importantes entreprises mondiales.

Vous avez su également identifier de nouveaux secteurs prioritaires, ceux des biotechnologies, des nanotechnologies et de la robotique, et mettre en place une stratégie de conquête à travers une étroite association entre les actions publiques et celles des entreprises. L'attention particulière portée aux petites et moyennes entreprises innovantes, les liens privilégiés entre universités et entreprises sont autant de clés de votre succès dans ces secteurs du futur. J'en veux pour preuve les réussites de votre cité scientifique du Kansai, le Keihanna. Je pense aussi au bio pôle de Kobé, réalisation exemplaire du courage et de la ténacité grâce auxquels cette grande cité s'est relevée de la tragédie qui l'a frappée il y a 10 ans.

Le Kansai est désormais, parmi les régions japonaises, celle qui entretient les relations économiques les plus intenses avec l'Asie et, vous l'avez cité, Monsieur le Président, avec la Chine. Près des deux tiers de vos exportations prennent la route des pays asiatiques, et plus du quart, celui de la seule Chine continentale. La moitié des exportations japonaises vers la Chine provient du Kansai.

Comme celle du Kansai, l'économie française a choisi de se tourner résolument vers l'avenir, d'investir dans la recherche et dans les activités à haute valeur ajoutée. La France, vous le savez, a renoué avec la croissance. Elle offre au monde un visage de modernité, de confiance et de dynamisme. Dans la compétition économique internationale, ses atouts sont nombreux : la formation et la qualité de sa main d'oeuvre, de ses hommes et de ses femmes et l'excellence de ses infrastructures et l'ouverture vers l'Europe, aujourd'hui premier marché du monde, et clé de notre avenir économique.

Fidèle à sa tradition d'innovation, la France veut aujourd'hui donner un nouveau souffle à sa croissance durable. Elle va mettre en place dans les prochains mois une Agence de l'Innovation Industrielle dédiée aux grands projets d'avenir. Cette agence sera l'instrument d'une nouvelle politique industrielle pour la France et pour l'Europe, qui associera très étroitement dans une démarche coopérative, comme vous avez su si bien le faire au Japon, les grandes et moyennes entreprises, les organismes de recherche et les pouvoirs publics.

J'ai la conviction que nous avons beaucoup à gagner à renforcer la coopération entre nos entreprises japonaises et françaises.

D'ores et déjà, tant les entreprises françaises présentes au Japon que les entreprises japonaises installées en France rencontrent un succès exceptionnel. Grâce à leur dynamisme, le Japon et la France sont devenus l'un pour l'autre des partenaires économiques de premier plan. 400 entreprises japonaises sont implantées en France. 500 entreprises françaises sont actives au Japon. Sur les quatre dernières années, les entreprises françaises se sont hissées, dans tous les secteurs d'activité, au tout premier rang des investisseurs étrangers au Japon.

Nous voulons encourager ce mouvement, car ces premiers succès ont créé les bases pour de nouvelles réussites. J'évoquerai demain avec le Premier ministre KOIZUMI, une alliance entre le Japon et la France pour que nous conjuguions nos forces afin de développer les technologies dont le monde a besoin pour permettre un développement durable. Je pense en particulier à l'énergie, aux transports, à tout ce qui concerne l'écologie urbaine.

Pour développer ces partenariats, notre premier atout est que les entreprises japonaises et françaises ont fait l'effort nécessaire pour étudier et comprendre leur pays d'accueil, en respecter la culture, l'âme, et s'adapter à ses mentalités.

Le second est que nos entrepreneurs ont appris à travailler ensemble, mettant progressivement au point une véritable "méthode franco-japonaise". Cette méthode privilégie les "alliances", à l'image de celle, aujourd'hui si symbolique et fructueuse, qui existe entre Nissan et Renault. Là où trop souvent le rapprochement de deux entreprises signifie la disparition de l'une des deux, nous

avons ouvert une nouvelle voie qui s'attache à maintenir l'identité de chacune, en même temps qu'elle lui fait profiter de l'expérience et du savoir-faire de l'autre.

Pour se rapprocher du marché européen, pour tirer parti du dynamisme que lui procure l'élargissement, de la stabilité que lui donne l'euro, de ses compétences dans le domaine de la recherche et des hautes technologies, j'invite le Japon - avec lequel nous venons de conclure une convention de sécurité sociale -, à regarder davantage vers la France. Notre pays sait accueillir ses hôtes au mieux des intérêts de tous. Il a l'ambition de rester l'une des premières destinations mondiales des investissements étrangers. Les industriels du Kansai, qui sont à l'origine de plus du tiers des investissements japonais en France, savent qu'ils peuvent accorder à notre pays leur confiance.

La coopération franco-japonaise est également un atout sur les marchés tiers. J'incite nos entreprises à suivre l'exemple des groupes Schneider et Toshiba ou encore d'Essilor et de Nikon, et à développer à partir du Japon leurs coopérations dans toute l'Asie. Je les invite à mettre en commun leurs expériences, à bâtir des partenariats, pour tirer le meilleur parti du grand mouvement d'intégration des économies asiatiques et des nouveaux réseaux de production qui s'y dessinent.

Depuis l'ouverture du Japon, nos deux pays, chacun à une extrémité du continent eurasiatique, ont toujours ressenti l'un pour l'autre une forte estime et une forte attraction. Cette attirance se nourrit de la conviction que, pour chacun de nos pays, l'attachement à son identité et à sa singularité a quelque chose d'irréductible et qu'il enrichit la diversité du monde.

Aujourd'hui, ces affinités peuvent s'appuyer sur de nombreux intérêts communs et sur un partenariat économique de grande ampleur.

Plus que jamais, nous savons tout ce que l'ouverture au monde, une ouverture organisée et respectueuse de l'autre, peut apporter à chacun d'entre nous. Ensemble nous avons franchi une étape majeure de nos relations. Je vous propose qu'ensemble désormais nous voyions comment aller plus loin dans notre partenariat. Les défis pressants qui nous sont lancés en ce début du XX<sup>e</sup> siècle nous en font une obligation.

Monsieur le Président, Mesdames, Messieurs, je vous remercie.

QUESTION - Je suis Monsieur MATSUSHITA de l'Association des dirigeants d'entreprises du Kansai et nous avons bien compris que la France encourage les pays en voie de développement ou les pays émergents pour qu'ils se lancent des défis. Et la France développe plusieurs stratégies pour les encourager.

Nous avons également compris que Monsieur le Président souhaite que le Japon apporte des soutiens pour le développement des produits à forte valeur ajoutée ou dans le domaine de la biotechnologie, le robotisme. Ce sont des domaines où nous concentrons notre énergie et vous comprenez très bien nos efforts, notre situation économique. Et l'orientation choisie par la France et celle que le Japon a choisie ont des points communs. Mais s'il y a des points différents, des différences entre les choix de l'orientation économique, je voudrais bien savoir quelles sont les différences ou quelles sont les orientations dans le choix français ?

LE PRESIDENT - Je crois qu'en évoquant d'abord l'aide aux pays en développement, puis l'encouragement aux technologies qui conditionneront le futur et, enfin, en posant la question de la complémentarité de nos actions, vous avez parfaitement décrit le cadre des relations qui existent et que nous souhaitons développer entre nos deux pays.

D'abord, l'aide au développement : il est évident que la mondialisation présente d'immenses avantages, dans la mesure où elle développe le commerce, donc les échanges et donc la richesse. Mais on ne peut pas concevoir un développement qui développe la richesse là où elle existe et qui ignore la situation des pays les plus nombreux. C'est tout le problème aujourd'hui de l'aide au développement. Je n'oublie pas que le Japon est parfaitement conscient depuis longtemps de ces exigences et il est le deuxième, je crois, pourvoyeur d'aide publique au développement dans le monde.

L'un des sujets que je vais évoquer demain avec le Premier Ministre KOIZUMI, c'est de voir comment on peut accompagner ce développement qui exige le financement des infrastructures

non rentables, par définition, concernant les transports, la santé, l'éducation, la formation etc. Comment le faire avec des moyens qui sont la moitié de ce dont on aurait en réalité besoin, grande question qui sera posée au mois de septembre à New York, au moment du premier bilan du Millénaire. Et la réponse de la France, c'est qu'il n'y a pas d'autres moyens que de créer des financements nouveaux s'ajoutant aux aides budgétaires traditionnelles pour mettre le niveau de développement au niveau qu'il doit impérativement atteindre, pour des raisons aussi bien morales, mais aussi bien qu'humaines, mais aussi économiques et politiques.

Nous avons là, je dirais, un champ d'action commune, de réflexions communes, dont je me réjouis, car cela veut dire que nous avons conscience, Japonais et Français, de la situation telle qu'elle est, des risques qu'elle présente et de la nécessité à la fois morale et politique de palier ces inconvénients.

Alors le deuxième point que vous avez soulevé pour notre coopération, c'est évidemment cette idée nouvelle de partenariat que l'on a vue de développer. J'en voyais un exemple ce matin encore, avec la visite de l'usine Digital, j'en ai cité quelques autres dans l'automobile ou ailleurs. Cette idée d'un partenariat qui n'implique pas que l'un ou l'autre renonce à sa culture, à sa tradition, ses espoirs, sa capacité de développement, mais que les deux partenaires s'associent ensemble pour mettre en commun ce qu'ils ont de meilleur et permettent ainsi d'augmenter leurs capacités à triompher. C'est une technique relativement nouvelle, mise en oeuvre entre nos deux pays et dont je souhaite vivement qu'elle puisse se développer. Je compte pour cela sur les grands dirigeants des grandes entreprises japonaises et françaises, pour poursuivre sur la voie qui a été ouverte par les plus clairvoyants d'entre eux.

Le troisième point, c'est évidemment la nécessité d'un effort tout particulier, d'une concentration d'efforts sur les recherches et la mise en oeuvre des technologies de demain. Le Japon, dans ce domaine, est sans aucun doute exemplaire. La France voudrait se trouver aussi parmi les pays en pointe dans ce domaine, de même d'ailleurs que dans l'application dans des grands projets, qui ont toujours été la base de la structure industrielle qui ont fait la richesse de l'Europe. Je pense à l'Airbus, Ariane, Galiléo et d'autres, et qui doivent être impérativement relancés, développés et ceci non seulement au niveau européen, mais sans aucun doute au niveau d'une coopération entre le Japon, en tête dans la recherche technologique, et l'Europe.

Voilà les quelques réflexions allant tout à fait dans le sens, Monsieur MATSHUTITA, des vôtres et qui montrent bien qu'il y a une cohérence entre ce que vous exprimez et ce que je tente d'exprimer.

M. OBAYASHI - Je suis président de l'association franco-japonaise d'Osaka. Je tiens tout d'abord à vous remercier, Monsieur le Président, pour votre discours et je suis très heureux que vous ayez choisi Osaka pour votre visite après cinq ans d'absence.

Aujourd'hui, vous êtes arrivé à l'aéroport de Kansai, c'est un aéroport international qui a été conçu par Renzo PIANO et une société qui a construit l'aéroport de Paris. La société que je dirige a participé en tant que constructeur de cet aéroport. L'aéroport du Kansai est un exemple de succès, de collaboration franco-japonaise. Vous avez visité Digital Electronics, c'est une société à laquelle une société française a investi. Vous avez cité l'alliance de Renault et Nissan et c'est un exemple typique d'une alliance internationale.

Donc, nous donc avons repéré quelques exemples qui mettent en relief le dynamisme des entreprises japonaises et françaises. Il y a quatre cents entreprises japonaises en France et cinq cents entreprises françaises installées au Japon. Il faudrait encourager encore davantage d'entreprises françaises et japonaises à s'installer dans nos deux pays. Nous allons développer encore davantage d'efforts pour la croissance économique.

Dans le domaine du tourisme aussi, nous souhaitons qu'il y ait beaucoup plus de touristes français qui viennent au Japon. Nous faisons beaucoup d'effort et surtout dans le Kansai pour inviter les investissements étrangers aussi bien que le tourisme étranger. Nous concentrons notre énergie dans ces deux domaines. Mais nous n'arrivons pas à améliorer les résultats comme nous le souhaiterions. Et donc, aujourd'hui, comme il y a des représentants des entreprises japonaises et françaises, j'aimerais bien que, vu de la France, de l'Europe, pour qu'il y ait plus de tourisme, plus des entreprises étrangères qui viennent au Japon. j'aimerais bien vous demander de nous

pres des entreprises étrangères qui viennent de l'étranger, j'aimerais bien vous demander de nous donner des conseils ou des critiques pour améliorer nos efforts.

LE PRESIDENT - Merci, Monsieur OBAYASHI, merci en particulier d'avoir rappelé un autre exemple d'une coopération fructueuse entre les entreprises japonaises et françaises, avec l'aéroport de Kansai, qui est un bel exemple de cette coopération. D'ailleurs, quand j'ai atterri ce matin, je me sentais tout à fait confortable et pas du tout inquiet. C'est un succès, c'est vrai, de notre coopération.

Vous avez évoqué l'ensemble de ces coopérations et je souscris à tout ce que vous avez dit. Vous avez évoqué plus particulièrement le tourisme. Vous avez sans aucun doute eu raison de le faire. Le Japon est un lieu privilégié et encore mal connu pour le tourisme. C'est un pays superbe, probablement l'un des plus beaux du monde. C'est un pays qui a su, de façon extraordinaire, préserver sa nature. C'est probablement l'un des pays du monde où l'on peut avoir un contact, je dirais, charnel avec la nature, le plus authentique, le plus fort, le plus varié. C'est, de ce point de vue, sans équivalent comme richesse.

Alors, naturellement, s'agissant notamment du grand marché américain ou européen, le Japon est un peu loin, d'où les coûts de transport. La tradition du tourisme japonais est parfaite et ne peut pas être améliorée. Elle est excellente, aussi bien dans son aspect traditionnel que dans son aspect moderne. Elle est, de ce point de vue, appréciée et recherchée. Le problème c'est l'accès, le coût et les facilités d'accès. C'est là qu'il faut rechercher une solution. Alors il va y en avoir une. Il faut acheter les A380 d'Airbus qui vont transporter un très grand nombre de personnes dans des conditions particulièrement sûres, moins polluantes que le reste des avions, plus confortables et moins chères. Ce sont très exactement les moyens que le Japon devrait acquérir pour faciliter et rendre plus dynamique une politique de développement d'un tourisme qui, je le répète, par ailleurs, est un tourisme extraordinairement privilégié.

Je parle du tourisme, j'ai omis d'évoquer aussi la cuisine japonaise qui est une des cuisines les plus sophistiquées du monde et qui, par conséquent, est aussi un élément très positif pour le tourisme.

LE PREFET - Je suis préfet de Kyoto et je permets de vous souhaiter la bienvenue à Kansai, je vous remercie d'avoir bien voulu venir. Le 16 février, le protocole de Kyoto a été ratifié et tous les pays du monde sont entrés dans une ère tout à fait nouvelle. Le protocole est entré en vigueur mais malheureusement, les Etats-Unis sont le pays qui émet le plus de pollution dans le monde et l'Australie aussi, mais ils n'ont pas signé ce protocole. Donc j'aimerais bien compter sur vos efforts pour que tous les pays du monde signent ce protocole et j'aimerais vous écouter sur ce fait.

LE PRESIDENT - Merci Monsieur le Préfet. L'Europe, l'Union européenne et notamment la France ont été parmi les premiers à signer le protocole de Kyoto. Parce que nous avons parfaitement conscience, comme vous, que la dégradation du climat est d'une part, indiscutablement liée à l'émission des gaz à effet de serre. C'est maintenant prouvé et tous les scientifiques le reconnaissent sans exception. Cette dégradation va croissante et risque d'avoir des conséquences extrêmement dangereuses pour l'avenir de la planète.

C'est vrai que nous avons eu la satisfaction de recueillir la signature de la Russie, ce qui a permis la mise en oeuvre du protocole. C'est vrai que nous avons toujours une opposition déterminée de la part de nos amis américains, nous le déplorons. J'espère qu'à l'occasion du G8, sous présidence britannique, qui se tiendra très prochainement en Ecosse, à Gleneagles on pourra faire un pas dans la bonne direction. Je n'en suis pas sûr, mais je l'espère puisque, vous le savez, nos amis britanniques ont mis deux priorités pour leur présidence du G8 cette année. Ce sont d'une part, l'aide au développement et notamment l'Afrique, sujet que nous avons évoqué rapidement tout à l'heure, à la suite des propos du Président, et d'autre part, la lutte contre la dégradation du climat et les émissions excessives de gaz à effet de serre.

Cela va être un grand débat qui ne peut pas se limiter à évoquer, comme le souhaiteraient les Américains, les progrès à réaliser dans les technologies du futur permettant de limiter ou de neutraliser les gaz à effet de serre. Mais cela doit se traduire par une acceptation de contraintes aussi bien pour les pays industrialisés que pour les pays émergents, gros pollueurs potentiels. Et

puis l'examen des autres sources éventuelles d'énergie, notamment hydraulique, nucléaire, renouvelable, etc.

Cela va être le sujet essentiel du débat qui aura lieu à Gleneagles. Vous pouvez être assurés que c'est un débat où la France et le Japon iront la main dans la main.